

ANCIENS COMBATTANTS  
CANADA

Hôpital Sainte-Anne  
**305, boul. Des Anciens Combattants**  
**Ste-Anne-de-Bellevue**  
**Québec H9X 1Y9**

VÉRIFICATION ET ENTRETIEN DU RÉSEAU AVERTISSEUR D'INCENDIE

Date : Août 2014

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

**Hôpital Ste-Anne**

**305, boul. Des Anciens Combattants**

**Ste-Anne-de-Bellevue**

**Québec H9X 1Y9**

**Août 2014**

<b>DEVIS</b>	<b>SECTIONS</b>	<b>NOMBRE DE PAGES</b>
	– Index du devis	3
	– 1 API Prescriptions générales	27
	– 2 API Étendue des travaux	2
	– RAI - Description des travaux	20

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

## **SECTION 1API - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

---

1. Dessins
2. Conditions
3. Travaux taux horaires
4. Défectuosités et conditions anormales
5. Pièces et outillage
6. Main-d'œuvre
7. Période de travail
8. Mise hors tension
9. Sécurité des lieux
10. Début des travaux
11. Connaissance des lieux et des systèmes
12. Protection de la personne et de la propriété
13. Protection contre l'incendie
14. Propreté des lieux
15. Instructions
16. Communications
17. Rapport, certificats et feuille de travaux
18. Instruction du manufacturier
19. Demande d'isolement et de transfert électrique
20. Additions / Modifications
21. Sécurité générale

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

## **SECTION 2 API - ÉTENDUE DES TRAVAUX**

1. Généralités
2. Rapports

## **RÉSEAU AVERTISSEUR D'INCENDIE ( RAI )**

1. Généralités
2. Planification
3. Registre d'inspections
4. Inspection quotidiennes
5. Inspections mensuelles
6. Inspections annuelles
7. Liste d'équipement

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet :Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 1 sur 27

### **1. DESSINS**

---

1. Aucun dessin n'est annexé au présent devis.

### **2. CONDITIONS**

---

1. Toutes les clauses des conditions générales s'appliquent aux présents travaux et en régissent l'exécution.
2. La section 2 API de ce devis sera exécutée aux taux forfaitaire établis à la partie "A" du tableau des prix à compléter.
3. Si des travaux de réparations sont requis et autorisés par le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne ou son représentant, ils seront effectués aux taux horaire établis à la partie "B" du tableau des prix à compléter.
4. L'entrepreneur devra fournir en tout temps, un service d'urgence afin de couvrir les pannes possibles. Il devra s'assurer que le personnel requis sera sur place dans un délai maximum de trois (3) heures après l'appel de service. Les appels de service et commandes de travaux ne peuvent être autorisés que par le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne ou son représentant.
5. L'entrepreneur fournira l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution des travaux d'entretien ou de réparation dont il est responsable.
6. Cette offre couvre une période d'un an pour un service d'entretien préventif de l'équipement ou système(s) énuméré(s) la section 2 API de ce devis, selon les fréquences indiquées.

### **3. TRAVAUX À TAUX HORAIRE (RÉPARATIONS ET APPELS DE SERVICE)**

---

1. L'exécution des travaux de réparation à taux horaire et les appels de service devront, dans tous les cas, être préalablement autorisé par le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne et confirmé par la présentation du formulaire "Commande subséquente à un contrat" dûment rempli.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

2. Les taux horaires applicables seront ceux établis sur la Partie "B" lorsque les travaux seront effectués à temps simple et doivent inclure les bénéfices marginaux, transport, les frais d'administration et le profit.
3. Pour les appels d'urgence seulement, une période d'une (1) heure sera allouée pour le transport au lieu de travail, soit une demi-heure pour l'aller et une demi-heure pour le retour.

### **4. DÉFECTUOSITÉS ET CONDITIONS ANORMALES**

---

1. Les défauts ou conditions anormales des systèmes, de l'appareillage et de l'équipement découvert pendant l'inspection devront être rapidement indiqués au responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne ou son représentant et celui-ci aura alors la responsabilité d'y remédier. Si les services d'un électricien licencié sont nécessaires, pour l'installation de fils ou de canalisation de fils ou de canalisation électriques par exemple, le responsable technique de l'immeuble ou son représentant pourra, selon son choix engager l'entrepreneur du présent contrat ou un autre pour effectuer de tels travaux. Dans les deux (2) cas, l'entrepreneur fournira ses conseils techniques au représentant de l'Hôpital Ste-Anne pour aider à corriger de telles défauts ou conditions anormales.
2. L'entrepreneur est responsable des travaux d'entretien, de réparation ou de réglage à l'équipement ou aux systèmes, s'ils sont effectués par son sous-traitant. Par contre, les travaux effectués par un autre entrepreneur choisi par l'Hôpital Ste-Anne n'engagent pas la responsabilité de l'entrepreneur, sauf dans la mesure où l'entrepreneur effectue, par la suite, une vérification d'inspection de l'équipement ou des systèmes ainsi réparés ou réglés.
3. Lors de réparations effectuées par l'entrepreneur celui-ci doit laisser sur les lieux, pour fin de vérification, toute pièce défectueuse ayant été remplacée et inscrire ceci au rapport.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet :Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 3 sur 27

---

### **5. PIÈCES ET OUTILLAGE**

---

1. L'entrepreneur est tenu de réparer ou, lorsque nécessaire, de remplacer les pièces usées par des pièces neuves.
2. L'entrepreneur fournira les instruments, l'outillage et tous les matériaux (ou pièces) nécessaires à l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces couverts par le contrat.
3. Les pièces de rechange devront être authentiques et provenir des manufacturiers des équipements. Lorsqu'il est impossible de se procurer des pièces ou matériaux de rechange authentiques, l'entrepreneur devra alors utiliser des équivalents dont la qualité sera tout au moins égale ou supérieure celle des originaux; les équivalents devront être approuvés par le représentant de l'Hôpital Ste-Anne.
4. L'Hôpital Ste-Anne se réserve le droit de décider de la qualité des pièces de rechange; cette décision sera finale et sans appel.
5. Toutes pièces installées sans approbation ou trouvées non conformes par le représentant de l'Hôpital Ste-Anne, devront être remplacées dans les huit (8) jours, sinon, l'entrepreneur sera considéré en défaut.
6. Tout changement de pièces devra être préalablement autorisé par le représentant de l'Hôpital Ste-Anne.

---

### **6. MAIN-D'ŒUVRE**

---

1. La main-d' œuvre sera fournie par l'entrepreneur et devra être pleinement qualifiée.
2. L'Hôpital Ste-Anne se réserve le droit de refuser et de demander le remplacement de toute personne qu'il juge inacceptable.
3. L'entrepreneur verra à surveiller ses employés de façon à s'assurer de leur bonne conduite et tenue personnelle et restreindre les déplacements dans les édifices aux exigences particulières des travaux effectués.
4. L'Hôpital Ste-Anne mettra à la disposition de l'entrepreneur, une personne qui le guidera au besoin, durant la période des travaux.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet :Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 4 sur 27

---

### **7. PÉRIODE DE TRAVAIL**

---

1. La période et l'horaire de travail devront être établis et harmonisés avec le calendrier préalablement entendu entre l'entrepreneur et le responsable technique et/ou le représentant autorisé de l'Hôpital Ste-Anne.

### **8. MISE HORS TENSION**

---

1. Aucune mise hors tension d'un appareillage et/ou équipement quelconque du propriétaire ne devra se faire à moins d'un avis officiel émis à l'entrepreneur par le responsable technique et/ou le représentant autorisé de l'Hôpital Ste-Anne.

### **9. SÉCURITÉ DES LIEUX**

---

1. L'entrepreneur et les représentants de sa firme doivent se soumettre aux règlements de sécurité de l'édifice.
2. L'entrepreneur fournira les directives, les avis, écriteaux permettant d'aviser le responsable technique et/ou le représentant autorisé de l'Hôpital Ste-Anne et les occupants de l'immeuble des travaux en cours.
3. Le matériel devra être livré à l'endroit stipulé par l'administrateur de l'édifice. Les représentants de l'entrepreneur devront libérer cet endroit sur réception du matériel à moins d'autorisation contraire de la part du responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne.
4. L'entrepreneur ou ses représentants devront signer le registre des présences à l'endroit désigné par le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne ou son représentant autorisé. Ils devront indiquer l'heure d'entrée et de sortie ainsi que les motifs de la visite.

### **10. DÉBUT DES TRAVAUX**

---



## PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Projet :Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 5 sur 27

- 
1. L'entrepreneur devra prendre les arrangements pour faire les travaux d'entretien des systèmes immédiatement après réception de l'avis d'adjudication du contrat.

### 11. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES SYSTÈMES

---

1. Avant de remettre sa soumission, l'entrepreneur doit se renseigner sur les systèmes, les conditions existantes des lieux, et les conditions de travail dans l'édifice où il doit effectuer ses travaux.
2. Aucune réclamation supplémentaire pour de l'équipement spécial sera considéré par le Ministère en raison d'un manque de renseignements quelconques.
3. Tous les renseignements techniques requis par l'entrepreneur avant de présenter sa soumission pourront être obtenus auprès de l'autorité contractante.

### 12. PROTECTION DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ

---

1. Prendre toutes les mesures de sécurité et les précautions nécessaires pour protéger les personnes et la propriété contre tout accident ou dommage durant l'exécution des services d'entretien ou de réparation.
2. L'entrepreneur sera explicitement et entièrement responsable des accidents ou dommages causés aux personnes et à la propriété en raison de ses activités sur les lieux.
3. Un soin particulier devra être apporté afin d'éviter de souiller, érafler, endommager ou heurter les parements, des surfaces finies par le contact des pièces d'équipement, échelles, échafaudages ou toutes autres pièces pouvant être utilisées durant l'exécution des travaux.

### 13. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

---

1. Au cours de toutes les opérations, l'entrepreneur devra se conformer aux "Normes Techniques de Protection contre l'incendie" du Commissaire aux incendies du Canada de Ressources humaines et développement social du Canada (RHDSC), division du Programme du travail.
2. L'entrepreneur peut prendre connaissance de ces normes sur le site Internet du Gouvernement du Canada sous Ressources

## PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Projet :Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 6 sur 27

---

humaines et développement social du Canada (RHDSC) ou au Complexe Guy-Favreau, 200 René-Lévesque Ouest, 4<sup>e</sup> étage, Tour Ouest, Montréal, Québec H2Z 1X4. Téléphone (514) 982-2384.

### 14. PROPRETÉ DES LIEUX

---

1. L'hôpital Sainte Anne ne permettra pas l'accumulation de débris. Après chaque période de travail, l'entrepreneur enlèvera des lieux, tous les rebuts et déchets provenant de l'exécution de son ouvrage. Il devra laisser les lieux dans un état de propreté satisfaisant le représentant de l'Hôpital Ste-Anne.

### 15. INSTRUCTIONS

---

1. L'entrepreneur devra se conformer aux instructions ou directives qu'il recevra du responsable technique de:  
Hôpital Ste-Anne  
305, boul. Des Anciens Combattants  
Ste-Anne-de-Bellevue  
Québec H9X 1Y9
2. L'entrepreneur fera parvenir, dactylographiés, au responsable technique ses rapports et tout autre communiqué pertinent à l'exécution de son contrat.

### 16. COMMUNICATIONS

---

1. Les lieux d'appels, incluant les adresses et les numéros de téléphone où l'entrepreneur, son surintendant ou gérant peuvent être contactés ou rejoints à toutes les heures du jour et de la nuit, devront être inscrits sur une liste préparée et mise à jour au besoin par l'entrepreneur et remise au responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne avant le début des travaux.

### 17. RAPPORT, CERTIFICATS ET FEUILLE DE TRAVAUX

---

## PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 7 sur 27

1. Après chaque réparation ou service, fournir trois (3) copies d'une feuille de travail accompagnée des certificats détaillés des pièces de rechange. La feuille de travail devra identifier la tâche accomplie, les pièces qui ont été changées et/ou réparées et le nombre d'heures de chaque intervenant affecté à l'ouvrage. L'entrepreneur présentera des feuilles de travail distinctes pour les travaux d'entretien et les travaux de réparation. Dans les cas d'appels d'urgence, les feuilles de travaux, en plus de détailler ce qui est demandé ci-dessus, devront indiquer la date et l'heure précise de l'appel, l'identité de la personne qui a demandé le service, l'heure d'arrivée de l'entrepreneur sur les lieux ainsi que l'heure où il a quitté.
2. Le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne ou son représentant autorisé gardera deux (2) copies signées par l'entrepreneur. La troisième copie demeurera la propriété de l'entrepreneur.
3. Lorsqu'il n'y a pas de représentant autorisé sur place, l'entrepreneur devra faire parvenir au responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne deux (2) copies de la feuille de travail dûment signée par le gardien de sécurité en devoir.

### 18. INSTRUCTION DU MANUFACTURIER

1. Le maintien du service sur les systèmes, l'appareillage et l'équipement, devra être assuré par l'entrepreneur en stricte conformité avec les instructions et directives des manufacturiers et fournisseurs concernés.

### 19. DEMANDE D'ISOLEMENT ET DE TRANSFERT ÉLECTRIQUE

1. L'entrepreneur devra obligatoirement remplir les formulaires "Demande d'isolement et de transfert DPW-MTP2465" dans tous les cas de rupture ou d'isolement électrique décrit ci-après en conformité avec la partie II, section VIII du Code canadien du Travail.
  1. Les artères d'alimentation principales de l'édifice.
  2. Les panneaux et sous-panneaux d'alimentation des artères.
  3. Les barres omnibus.

## PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 8 sur 27

- 
4. Les centres de commandes de moteurs.
  5. Les circuits d'alimentation d'urgence.
  6. Le système avertisseur d'incendie et l'appareillage de protection contre les incendies.
  7. L'appareillage de protection mécanique (pompe de puisard, etc.)
  8. Le circuit avertisseur pour les services de l'édifice, y compris les appareils de chauffage, de ventilation et de conditionnement de l'air.
  9. Les circuits desservant plus d'un appareil.
  10. Les circuits reliés à un seul appareil incorporé dans un système de refroidissement ou de chauffage.
2. L'entrepreneur devra, après avoir dûment rempli le formulaire, faire contresigner celui-ci par le responsable technique avant d'effectuer les travaux.

## 20. ADDITIONS / MODIFICATIONS

---

1. L'Hôpital Ste-Anne se réserve le droit de déplacer, modifier ou encore d'ajouter des appareils et des équipements rattachés à ces derniers. L'entrepreneur sera tenu d'en faire l'entretien sans frais additionnel, pourvu que la quantité d'équipement ajouté n'excède pas 3% des quantités existantes.

## 21. SÉCURITÉ GÉNÉRALE

---

### 1. CLAUSES GÉNÉRALES

- 1.1. En acceptant ce contrat, l'Entrepreneur accepte de prendre en charge toutes les responsabilités normalement dévolues au maître d'œuvre et à l'employeur en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et d'agir comme surveillant des travaux.
- 1.2. L'Entrepreneur doit gérer ses activités de sorte que la santé et la sécurité de son personnel, du public, des occupants de l'immeuble ou de l'installation et du public ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **9** sur **27**

aux coûts et au calendrier des travaux. De plus, l'Entrepreneur doit respecter l'ensemble des exigences du présent avis.

- 1.3. L'Entrepreneur doit respecter en tout temps les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, du Code de sécurité pour les travaux de construction, du Règlement sur la santé et la sécurité du travail et du Programme de prévention cadre du maître d'œuvre de l'hôpital Ste-Anne de juin 2011 et ses annexes lorsqu'elles sont applicables. Ce dernier document est disponible au centre de données techniques des services techniques de l'Hôpital Ste-Anne.
- 1.4. L'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux selon l'édition la plus récente du Code national de prévention des incendies du Canada, du Code national du bâtiment et du Code canadien de l'électricité et tous les autres codes ou normes applicables.
- 1.5. L'Entrepreneur doit transmettre au responsable technique un programme de prévention spécifique à l'ensemble des activités qu'il est susceptible de réaliser dans l'immeuble au moins dix (10) jours avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit par la suite mettre à jour son programme de prévention si le cours des travaux diffère de ses prévisions initiales. Le responsable technique de l'immeuble peut, suivant la réception du programme et à tout moment durant les travaux, exiger que le programme soit modifié ou complété pour mieux refléter la réalité du milieu de travail. L'Entrepreneur doit alors apporter les corrections requises avant le début des travaux.

Ce programme doit être basé sur l'identification des risques et doit tenir compte des informations et des exigences apparaissant dans le présent devis. Le programme doit être mis en application pendant toute la durée du contrat et doit répondre aux exigences suivantes:

- inclure la politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité;
- inclure l'organigramme des responsabilités en matière de santé et de sécurité;
- identifier les risques propres à chaque catégorie de tâches qui seront effectuées pour l'exécution du contrat et les mesures préventives correspondantes basées sur les exigences réglementaires;
- identifier la personne responsable de la mise en application des mesures préventives;
- tenir compte des risques pouvant affecter la santé et la sécurité des travailleurs de même que celles des occupants de l'immeuble ou de l'installation et du public;
- inclure les normes de premiers secours et de premiers soins;
- inclure une procédure en cas d'accident;
- inclure une grille d'inspection du lieu de travail basée sur le contenu de son identification des risques;

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **10** sur **27**

- inclure les tâches éventuelles de réparation qui pourraient lui être confiées à l'intérieur du présent contrat;
  - inclure l'engagement écrit de tous les intervenants à respecter ce programme de prévention.
- 1.6. En plus du programme spécifié à l'article précédent, pour tous les cas où les travaux à exécuter constituent un chantier de construction au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail L.R.Q., c. S-2.1, l'Entrepreneur doit élaborer et transmettre au responsable technique de l'immeuble un programme de prévention spécifique aux travaux à exécuter, lequel doit être également être transmis à la CSST et à l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, conformément à l'article 198 de cette loi. Toutes les exigences relatives à ce programme sont les mêmes que spécifiées à l'article précédent.
- 1.7. Pour tous les cas où les travaux à exécuter constituent un chantier de construction au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail L.R.Q., c. S-2.1, un avis d'ouverture de chantier doit être transmis à la CSST avant le début des travaux et une copie doit être remise au responsable technique de l'immeuble. Une copie de cet avis doit être affichée bien en vue sur le chantier. Lors de la démobilisation, l'avis de fermeture de chantier doit être transmis à la CSST avec copie au responsable technique de l'immeuble.
- 1.8. L'Entrepreneur doit transmettre les documents suivants au responsable technique de l'immeuble :
- une copie des certificats de formation requis pour l'application du présent devis et de la planification sécuritaire des travaux, par exemple: santé et sécurité générale pour les chantiers de construction, amiante, cadenassage, secourisme, etc.);
  - une copie de toutes les fiches signalétiques des produits contrôlés utilisés sur le lieu de travail, et ce, au moins trois jours avant leur utilisation sur le lieu de travail;
  - les attestations d'examens médicaux de son personnel de surveillance et de tous ses employés. lorsque des examens médicaux sont requis, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une directive, d'un devis ou d'un programme de prévention. Il doit également transmettre par la suite au fur et à mesure et sans délai les attestations d'examens médicaux de toutes les personnes nouvellement arrivées sur les lieux de travail;

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **11** sur **27**

- une copie signée et scellée par un ingénieur de tous les plans et attestations de conformité qui sont requis en vertu du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r. 6), d'une autre loi, d'un autre règlement ou d'une autre clause du devis ou du contrat. Une copie de ces documents doit également être transmise à la CSST et être disponible en tout temps sur les lieux de travail;
- un certificat d'inspection mécanique pour la machinerie utilisée pour exécuter les travaux. (exemple: Plates-formes élévatrices);
- un rapport d'enquête, dans les 24 heures, pour tout accident entraînant une blessure et sur tout incident qui met en lumière un potentiel de risque;
- une copie, dans les 24 heures, de tout rapport d'inspection, avis de correction, ou recommandations émis par les inspecteurs fédéraux ou provinciaux.

- 1.9. L'Entrepreneur doit s'assurer de l'entretien et du bon état du matériel, de l'équipement, de l'outillage et des équipements de protection utilisés pour effectuer les travaux. Un équipement, un outil ou un équipement de protection qui ne peut être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs ou du public est réputé être inadéquat pour le travail à effectuer. Le responsable technique se réserve le droit d'empêcher l'utilisation de ce matériel ou outillage jugé dangereux, défectueux ou non approprié.
- 1.10. L'Entrepreneur doit s'assurer que ses travailleurs ont reçu la formation et l'information nécessaire pour exécuter les travaux de façon sécuritaire, que tous les outils et l'équipement de protection requis sont disponibles, conformes aux normes, aux lois et aux règlements et qu'ils sont utilisés.
- 1.11. L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'application et du respect des exigences en matière de santé et de sécurité contenues dans les documents contractuels, la réglementation fédérale et provinciale, les normes qui sont applicables et le programme de prévention spécifique aux travaux et se conformer sans délai à toute ordonnance ou avis de correction émis par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Peu importe le nombre de travailleurs affectés aux travaux, l'Entrepreneur devra désigner une personne qui agira en tant que responsable de la santé et de la sécurité sur le lieu de

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **12** sur **27**

travail et lui accorder l'autorité nécessaire pour ordonner l'arrêt et la reprise des travaux lorsqu'il le juge nécessaire pour des raisons de santé et de sécurité.

- 1.12. Sans limiter la portée de l'article précédent, le responsable technique de l'immeuble peut en tout temps ordonner l'arrêt des travaux si, selon sa perception, il existe un danger ou un risque pour la santé ou la sécurité du personnel affecté aux travaux ou du public ou pour l'environnement.

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une communication efficace des informations en matière de santé et de sécurité. Dès leur arrivée sur les lieux de travail, tous les travailleurs doivent être informés des particularités du programme de prévention, de leurs obligations et de leurs droits. Il doit conserver et mettre à jour un registre avec les informations transmises et la signature de tous les travailleurs qui ont reçu ces informations.

L'Entrepreneur doit aviser ses travailleurs qu'ils ont le droit de refuser tout travail qui comporte un danger pour leur santé ou leur sécurité.

- 1.13. L'Entrepreneur doit inspecter les lieux de travail et transmettre à la demande du responsable technique de l'immeuble la grille d'inspection du lieu de travail dûment complétée, une fois par semaine ou suivant la fréquence établie par le responsable technique de l'immeuble, sur le formulaire de commande subséquente.
- 1.14. L'Entrepreneur doit prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour corriger les dérogations aux lois et règlements et les situations dangereuses qui sont identifiées par un inspecteur du gouvernement, par le responsable technique de l'immeuble, par le coordonnateur santé-sécurité de TPSGC, ou lors des inspections périodiques. Transmettre au responsable technique de l'immeuble une confirmation écrite de toutes les mesures prises pour corriger les dérogations et les situations dangereuses.
- 1.15. L'Entrepreneur assume les normes de premiers secours et de premiers soins conformément aux politiques et à la réglementation applicable de même qu'à toutes autres clauses spécifiées dans ce devis.
- 1.16. L'Entrepreneur doit prendre connaissance de la procédure d'évacuation de l'immeuble et de l'installation et former et informer ses employés à ce sujet pour qu'ils soient en mesure d'appliquer cette procédure.
- 1.17. Pour tous les cas où les travaux à exécuter constituent un chantier de construction au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail L.R.Q., c. S-2.1, un représentant décisionnel de l'Entrepreneur doit assister à toutes et les réunions où il est question de la santé et de la sécurité sur le chantier. L'Entrepreneur doit mettre sur pied un comité de chantier et tenir les réunions conformément aux exigences du Code de sécurité pour les travaux de construction S-2.1, r.6.



## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **13** sur **27**

- 1.18. Pour tous les cas où les travaux à exécuter constituent un chantier de construction au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail L.R.Q., c. S-2.1, les informations et les documents suivants doivent être affichés dans un endroit facilement accessible pour les travailleurs :
- avis d'ouverture du chantier;
  - identification du maître d'œuvre;
  - politique de l'entreprise en matière de SST;
  - programme de prévention spécifique au chantier;
  - plan d'urgence;
  - fiches signalétiques de tous les produits contrôlés utilisés au chantier;
  - procès-verbaux des réunions du comité de chantier;
  - noms des représentants au comité de chantier;
  - nom des secouristes;
  - rapports d'intervention et de correction émis par la CSST
- 1.19. L'Entrepreneur devra délimiter l'aire de travail, en contrôler l'accès et barricader au besoin.
- 1.20. L'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garder le lieu de travail propre et bien ordonné tout au long des travaux et s'assurer qu'à la fin de chaque journée de travail, le lieu de travail ne comporte aucune condition dangereuse.
- 1.21. Lorsqu'un travailleur exécute un travail seul dans un lieu isolé où il lui est impossible de demander de l'assistance, l'Entrepreneur devra identifier les risques reliés à cette situation et fournir au responsable technique une procédure visant à prévenir ces risques et à obtenir rapidement de l'aide en cas d'urgence.
- 1.22. Lorsqu'une source de danger non spécifiée dans le devis apparaît par le fait ou durant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit arrêter immédiatement les travaux, mettre en place des mesures de protection temporaires pour les travailleurs et le public et prévenir le responsable technique de l'immeuble verbalement et par écrit. L'Entrepreneur doit par la suite présenter pour approbation les modifications nécessaires avant de procéder au programme de prévention pour que les travaux puissent reprendre en toute sécurité.
- 1.23. En cas d'incident, l'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires, incluant l'arrêt des travaux, pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs et du public et communiquer sans délai avec le responsable technique.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **14** sur **27**

- 1.24. Le recours à la sous-traitance est interdit sauf avec l'autorisation spéciale du responsable technique de l'immeuble. Celui-ci considérera dans sa décision la capacité du sous-traitant à remplir les présentes exigences.
- 1.25. Les pistolets de scellement ou autres dispositifs à cartouches ne peuvent être utilisés que sur l'autorisation du responsable technique de l'immeuble.

Nonobstant ce qui précède;

Toute personne qui utilise un pistolet de scellement doit détenir un certificat de formation et satisfaire à toutes les exigences de la section 7 du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r. 6);

Tout autre dispositif à cartouche doit être utilisé selon les indications du fabricant et selon les normes et règlements applicables.

- 1.26. Sur le lieu de travail, l'Entrepreneur devra tenir compte des particularités suivantes dans l'élaboration de sa planification sécuritaire du travail:

Si des travaux susceptibles d'émettre de la poussière d'amiante sont demandés à l'Entrepreneur, celui-ci devra respecter les exigences de la clause 3.23 du Code de sécurité pour les travaux de construction, Loi sur la santé et la sécurité du travail, ((L.R.Q., c. S-2.1) De plus, l'entrepreneur devra s'assurer que son personnel est formé et compétent pour exécuter des travaux sur ou en présence d'amiante. Il devra suivre les procédures de travail de HSA et faire les travaux à risque faible, modéré et technique du sac à gants. (Voir les documents PT 01 à PT 14 sous pli séparé). Pour les travaux de plus grande importance l'entrepreneur devra aviser le responsable technique de l'immeuble et suivant son approbation écrite recourir à une firme spécialisée.

Certains travaux pourront être demandés sur la toiture: l'Entrepreneur devra indiquer dans son programme de prévention les mesures à prendre pour prévenir les chutes.

Certains travaux pourraient être demandés près d'un plan d'eau ou d'un bassin de rétention: L'entrepreneur devra indiquer dans son programme de prévention les mesures à prendre pour prévenir les risques de noyade ainsi que les chocs électriques ou les électrocutions.

Certains travaux pourraient être demandés dans les parties hautes de la réception, des usines ou d'autres endroits: l'Entrepreneur devra indiquer dans son programme de prévention les mesures à prendre pour ces travaux en hauteur.

Certaines inspections ou vérifications pourraient être demandées dans les salles électriques: l'Entrepreneur devra indiquer dans son programme de prévention les

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **15** sur **27**

mesures qu'il entend prendre pour assurer la protection des personnes se trouvant dans ces lieux.

Des travaux pourraient être demandés dans des espaces clos: l'Entrepreneur devra indiquer dans son programme de prévention les mesures qu'il entend prendre pour travailler dans ces endroits et tenir compte des exigences de la clause 2.4 du Code de sécurité pour les travaux de construction, Loi sur la santé et la sécurité du travail, ( (L.R.Q., c. S-2.1)

Des travaux pourraient être demandés dans des laboratoires: l'Entrepreneur doit s'informer auprès du responsable technique de l'immeuble si des procédures particulières doivent être prises.

## **2. CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **2.1 Cadenassage**

- 2.1.1 Pour tout travail sur de l'équipement alimenté en électricité ou susceptible d'être mis en marche de façon accidentelle, l'Entrepreneur doit fournir par écrit et mettre en application une procédure de cadenassage et remplir le formulaire de demande de coupure à la source que lui fournira le responsable technique de l'hôpital.

Bien que la liste suivante ne soit pas exhaustive, voici quelques exemples où l'utilisation du formulaire est obligatoire:

- Les artères d'alimentation principales de l'immeuble
- Les panneaux et sous-panneaux d'alimentation des artères
- Les barres omnibus (blindées)
- Les centres de commandes de moteurs
- Les circuits d'alimentation d'urgence
- L'avertisseur d'incendie et l'appareillage de protection contre les incendies
- L'appareillage de protection mécanique (pompe de puisard, etc.)
- Le circuit d'alarme pour les services d'immeubles, notamment tous les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation
- Les circuits alimentant plusieurs pièces d'équipement
- Les circuits concernant une (1) seule pièce d'équipement utilisée dans un système de refroidissement ou de chauffage

L'Entrepreneur, après avoir dûment rempli le formulaire, devra faire contresigner celui-ci par le responsable du lieu de travail avant d'effectuer tous travaux.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **16** sur **27**

- 2.1.2 Nonobstant les paragraphes précédents, l'Entrepreneur devra en cas d'urgence, obtenir une attestation orale de coupure du responsable technique de l'immeuble et, immédiatement après celle-ci, consigner par écrit la demande d'isolement ou de transfert électrique.
- 2.1.3 La procédure demandée au paragraphe 2.1.1 doit être conforme aux principes énoncés dans la brochure "Le cadenassage" publiée par l'Association paritaire en santé et sécurité du secteur de la construction (ASP Construction).
- 2.1.4 Le personnel de supervision et tous les travailleurs concernés devront avoir suivi le cours "Les techniques de cadenassage" offert par l'ASP Construction (514) 355-6190 ou 1 (800) 361-6190 ou un cours équivalent donné par un autre organisme.
- 2.1.5 Pour tout travail devant absolument être effectué sous tension, l'Entrepreneur doit identifier ces situations par écrit et prévoir les mesures de prévention qui seront appliquées, incluant les équipements de protection individuelle.

### **2.2 Travaux en hauteur**

- 2.2.1 L'Entrepreneur doit fournir lui-même les équipements nécessaires pour le travail en hauteur (ex: Échelles, escabeaux, plates-formes élévatrices, échafaudages, etc.).
- 2.2.2 L'Entrepreneur doit voir à ce que toute personne effectuant des travaux l'exposant à un risque de chute de plus de 2.4 mètres ait une protection contre les chutes.
- 2.2.3 L'Entrepreneur doit planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN-CSA-Z-259.10 - M90. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.
- 2.2.4 Un équipement, un outil ou un moyen de protection ne pouvant être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs ou du public sont réputé être inadéquat pour le travail à effectuer.
- 2.2.5 Le port du harnais de sécurité est obligatoire dans toutes les plates-formes élévatrices à mât télescopique, articulé ou rotatif.
- 2.2.6 Délimiter une zone de danger à tout endroit où est utilisé un équipement pour le travail en hauteur.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **17** sur **27**

### **2.3 Amiante**

Avant le début des travaux susceptibles d'émettre des poussières d'amiante, l'Entrepreneur doit :

- 2.3.1 Fournir une procédure écrite tenant compte de tous les items mentionnés à la section 3.23 du Code de sécurité pour les travaux de construction S-2.1, r-6.
- 2.3.2 Démontrer que tous les travailleurs concernés ont reçu une formation sur les risques reliés à l'amiante et sur la procédure ci-haut décrite (ASP Construction) (art. 3.23.7)
- 2.3.3 Démontrer qu'il a sous la main tout le matériel et les équipements nécessaires au respect de la procédure et à l'exécution sécuritaire des travaux.

### **2.4 Espaces clos**

HSA procède à la classification et à l'évaluation de tous les espaces clos sur les propriétés sous sa garde. Les espaces clos sont répartis en trois classes : 1- risque faible, 2- risque moyen, 3- risque élevé. Pour chacun des espaces clos, un rapport d'évaluation est produit. Ce rapport indique toutes les caractéristiques et les exigences d'entrée de l'espace clos. C'est, entre autres, à partir de ce rapport que seront émis les permis et que seront élaborées les procédures de travail.

#### **2.4.1 Classe 1:**

Pour tous les espaces clos de classe 1 (à risque faible), toutes les personnes impliquées devront avoir suivi la formation de base. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de mettre en œuvre des pratiques de travail particulières dans les espaces clos à risque faible, l'Entrepreneur doit appliquer des méthodes pour veiller à la santé et la sécurité générale des personnes qui doivent effectuer des travaux dans ces espaces.

Avant d'avoir accès aux espaces clos, l'Entrepreneur doit faire connaître au responsable technique de l'immeuble ou au superviseur, la date et l'heure prévue pour l'accès et la sortie.

Les personnes qui ont accès à des espaces clos à risque faible doivent indiquer les renseignements pertinents dans le Registre d'accès aux espaces clos, (Formulaire FEL 103), i.e. toutes les personnes qui pénètrent dans un espace clos doivent enregistrer chaque entrée et chaque sortie.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **18** sur **27**

### **2.4.2 Classes 2 et 3:**

Pour tous les espaces clos de classes 2 et 3 (à risque moyen et élevé), les mesures suivantes devront être rigoureusement appliquées.

#### **2.4.2.1 Le programme de prévention de l'Entrepreneur doit contenir une procédure écrite identifiant:**

- L'outillage nécessaire pour exécuter le travail;
- L'appareillage installé ou à être installé dans l'espace clos et les mesures à prendre pour son installation, son utilisation, son entretien, sa protection ou son déplacement;
- Les tuyaux et conduites qui pénètrent dans l'espace clos;
- Les risques et les mesures de sécurité à prendre selon le travail à effectuer;
- Les contaminants qu'il est possible de retrouver dans l'espace clos;
- Les moyens et équipements de sauvetage appropriés ainsi que les mesures à prendre en cas d'urgence.

#### **2.4.2.2 L'Entrepreneur doit compléter un permis d'accès disponible auprès de l'agent de prévention de l'hôpital. Le permis est valide pour la durée d'un quart de travail et doit tenir compte des informations contenues dans le rapport d'évaluation et des conditions particulières relatives aux travaux à exécuter. Cependant, l'Entrepreneur peut utiliser son propre formulaire, si ce dernier contient toutes les informations apparaissant sur le formulaire fourni par le responsable du lieu de travail.**

#### **2.4.2.3 L'Entrepreneur doit remplir un Permis de travail à chaud lorsque les travaux à effectuer comportent des opérations de soudage, de coupage ou toute autre activité produisant une flamme ou des étincelles.**

#### **2.4.2.4 Toutes les personnes ayant accès à l'espace clos devront détenir les certificats de formation suivants :**

- Sécurité pour les travaux en espace clos TPSGC (ASP Construction)
- Secourisme en milieu de travail et RCR (Organisme reconnu par la CSST)
- Utilisation des appareils de ventilation (ASP Construction)
- Utilisation du harnais de sécurité (ASP Construction)
- Utilisation et entretien d'appareils de protection respiratoire (ASP Construction)
- Appareils de détection des gaz (ASP Construction)

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **19** sur **27**

Lorsque l'utilisation d'appareils à adduction d'air ou de respirateurs autonomes est prévue, une formation complète sur la préparation, l'entretien et l'usage de ces appareils (fabricant, fournisseur ou organisme reconnu) est requise.

Dans les régions éloignées où il n'y a aucune unité locale de secours et d'intervention d'urgence disponible, l'Entrepreneur doit désigner des personnes aptes à effectuer des opérations de sauvetage dans les espaces clos. Les sauveteurs désignés par l'Entrepreneur doivent suivre une formation pertinente sur l'utilisation de l'équipement de sauvetage.

- 2.4.2.5 Toutes les personnes ayant accès à l'espace clos devront présenter un certificat médical confirmant leur aptitude à travailler en espace clos. Le certificat en question est valide pour une durée de deux ans.
- 2.4.2.6 Les employés qui doivent travailler dans des systèmes de collecte d'égouts ou autres systèmes similaires doivent être immunisés contre les maladies infectieuses, conformément au programme d'immunisation prescrit par Santé Canada, c'est-à-dire, contre la diphtérie et le tétanos.
- 2.4.2.7 Bien qu'elle ne soit obligatoire que dans les cas précédemment identifiés, la vaccination antidiphtérique-tétanique est fortement recommandée pour tous les travaux en espace clos.
- 2.4.2.8 L'Entrepreneur devra établir avec les services municipaux et ambulanciers une procédure d'urgence et de sauvetage. La procédure, les numéros de téléphone et l'emplacement du téléphone le plus proche devront être affichés bien en vue à proximité du poste de travail.
- 2.4.2.9 L'Entrepreneur doit, avant l'entrée dans l'espace clos et, par la suite, à toutes les 15 minutes, effectuer des relevés de concentration d'oxygène, de gaz inflammables et de tous les gaz toxiques susceptibles d'être présents, notamment, le monoxyde de carbone et le sulfure d'hydrogène. Les relevés doivent être consignés dans un registre, à moins que les appareils de détection ne soient munis d'une alarme et fonctionnent en continu. Les appareils de détection utilisés doivent être calibrés et ajustés par une personne compétente et selon les prescriptions du fabricant, de sorte que les alarmes respectent les limites établies sur le permis.
- 2.4.2.10 L'Entrepreneur doit fournir ces appareils de détection des gaz et les maintenir en bon état. En tout temps, le responsable technique peut faire vérifier l'exactitude des appareils de l'Entrepreneur par une personne qualifiée. En cas de défaillance d'un appareil de

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **20** sur **27**

détection, les travaux doivent immédiatement être suspendus et tous les travailleurs doivent quitter l'espace clos. Dans ces circonstances, aucune réclamation pour perte de temps ne sera acceptée.

2.4.2.11 Si l'alarme d'un appareil de détection est déclenchée, tous les travailleurs doivent sortir de l'espace clos. L'Entrepreneur doit alors trouver la source de contamination, la neutraliser, ventiler l'espace clos pour éliminer les résidus de contaminants et n'autoriser l'accès à l'espace clos que lorsque les concentrations d'oxygène et de gaz sont revenues à la normale.

2.4.2.12 On ne doit pas apporter de bouteilles de gaz comprimé ou de machines à souder dans les espaces clos : ces équipements doivent rester à l'extérieur et ne doivent pas bloquer l'accès ou la sortie ; toutes les bouteilles doivent être sécurisées correctement.

2.4.2.13 Les outils et appareils électriques utilisés pour avoir accès à des espaces clos doivent être mis à la terre et, dans les cas nécessaires, être conçus pour être antidéflagrants. Tout l'équipement doit être branché sur un interrupteur de circuit en cas de fuite à la terre ou sur un transformateur abaisseur. L'Entrepreneur doit, à ses frais, faire modifier par un électricien qualifié les prises d'alimentation et/ou les disjoncteurs qu'il entend utiliser et qui ne correspondent pas à ces critères.

2.4.2.14 L'Entrepreneur doit prévoir un système de ventilation pour maintenir les concentrations de contaminants en dessous des limites permises.

2.2.4.15 L'Entrepreneur doit installer des affiches pour empêcher toute personne non autorisée de pénétrer dans l'espace clos.

2.2.4.16 Lorsqu'il est impossible de maintenir le niveau de bruit en deçà de 85 dB, l'Entrepreneur doit fournir à tous les travailleurs des protecteurs auriculaires adaptés au niveau d'atténuation souhaité et aux travaux à effectuer.

2.2.4.17 L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les travailleurs portent les équipements de protection individuelle requis.

2.2.4.18 L'Entrepreneur doit assigner une personne compétente pour assumer les fonctions de gardien. Le gardien doit :

- Bien connaître la procédure de travail en espace clos.
- Assurer une communication constante avec tous les travailleurs présents dans l'espace clos. Les consignes appliquées doivent être adaptées aux espaces clos. L'Entrepreneur doit choisir les moyens de communication en tenant



## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **21** sur **27**

compte des risques identifiés et des autres facteurs pertinents, c'est-à-dire l'équipement de protection que les travailleurs doivent porter, les niveaux de bruit dans les espaces clos et les alentours, l'éloignement, les conditions de l'éclairage, etc.

- Bien connaître les appareils de détection des gaz et en assurer le bon fonctionnement pour toute la durée des travaux.
- Bien connaître les systèmes de ventilation d'appoint et en assurer le bon fonctionnement pour toute la durée des travaux.
- Bien connaître les procédures en cas d'urgence.
- S'assurer que :
  - Tous les travailleurs qui pénètrent dans l'espace clos respectent la procédure de travail de l'Entrepreneur;
  - Les conditions et l'environnement de travail à l'intérieur de l'espace clos ne portent pas atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs.

2.2.4.19 Le gardien doit se tenir et demeurer constamment à l'entrée de l'espace clos et ne jamais quitter son poste, tant qu'il reste un travailleur dans l'espace clos.

2.2.4.20 L'Entrepreneur doit désigner une personne responsable de la sécurité des espaces clos. Cette personne doit être présente en tout temps sur les lieux de travail.

2.4.4.21 La même personne ne peut assumer les fonctions de gardien et de responsable de la sécurité des espaces clos, à moins de pouvoir satisfaire à toutes les exigences de ces deux fonctions.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **22** sur **27**

### **2.5 Travail à chaud**

2.5.1 Le travail à chaud désigne tous les travaux dans lesquels on se sert d'une flamme ou pouvant produire une source d'inflammation, par exemple le rivetage, le soudage, le coupage, le meulage, le brûlage et le chauffage.

2.5.2 Vingt-quatre (24) heures avant le début des travaux, l'entrepreneur doit avoir reçu de l'agent de prévention de l'hôpital le « Permis de travail à chaud » lorsque les travaux à effectuer comportent du travail à chaud.

2.5.3 Les travaux doivent être effectués conformément à la norme du Commissaire des incendies CI 301 sur les travaux de construction, juin 1982. On peut retrouver cette norme sur le site Internet à l'adresse suivante:

<http://www.rhdsc.gc.ca/fr/pt/ot/pi/normes/301.shtml>

2.5.4 Un extincteur portatif fonctionnel, et adéquat pour le risque d'incendie doit être disponible et facilement accessible dans un rayon de 5 m de toute flamme et source d'étincelles ou de chaleur intense.

2.5.5 On doit désigner une personne pour faire la ronde (incendie) pour une période minimale de 30 minutes après la fin du quart de travail. Cette personne contresigne le permis et le remet au responsable technique de l'immeuble (ou la personne qu'il désigne) après le délai de 30 minutes.

2.5.6 L'entreposage des bouteilles de propane doit être conforme à la norme CAN/CSA-B149.2-F00 Code sur l'emmagasiner et la manipulation du propane, en plus de respecter les conditions particulières énoncées dans ce document. Les bouteilles doivent être entreposées à l'extérieur, dans un endroit sûr, à l'abri de toute manipulation non autorisée, dans une armoire de rangement conçue à cet effet, solidement maintenue en position verticale et verrouillée en tout temps, dans un endroit où il n'y a pas de déplacement de véhicules à moins qu'elles ne soient protégées par des barrières ou l'équivalent.

Toutes les bouteilles utilisées ou entreposées sur les lieux de travail doivent être munies d'un collet conçu pour protéger le robinet.

Le remplissage de bouteilles sur les lieux de travail est interdit, à moins qu'une procédure conforme à la norme CAN/CSA B149.2 ne soit approuvée et autorisée par le responsable technique de l'immeuble.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **23** sur **27**

### **2.5.7 Soudage et découpage**

Note : Pour les activités de soudage et découpage, il faut s'assurer de remplir les conditions suivantes en plus de celles mentionnées ci-haut. Les travaux de soudage et de découpage doivent être effectués en accord avec les articles « 3.13. Alimentation en gaz comprimé » et « 3.14. Soudage et découpage » du Code de Sécurité pour les travaux de construction, S-2.1,r.6.

Les travaux doivent être effectués conformément à la norme du Commissaire des incendies CI 302, Norme sur le soudage et découpage, mai 1979. On peut retrouver cette norme sur le site Internet à l'adresse suivante:

<http://www.rhdsc.gc.ca/fr/pt/ot/pi/normes/302.shtml>

2.5.7.1 Les appareils de soudage et de découpage sont excessivement dangereux en ce qui concerne le risque d'incendie. Les précautions suivantes doivent être prises lors de ce type de travaux :

- Entreposer les bouteilles de gaz comprimé sur une surface ignifuge et s'assurer que la pièce soit bien aérée.
- Ranger toutes les bouteilles d'oxygène à une distance minimale de 6 mètres de bouteilles de gaz inflammable (ex.: acétylène) ou d'une matière combustible telle de l'huile ou de la graisse, à moins qu'elles ne soient séparées par une cloison faite de matériau incombustible tel que spécifié à l'article 3.13.4. du Code de Sécurité pour les travaux de construction, S-2.1,r.6.
- Mettre en place des toiles ignifuges lorsque les travaux de soudage se font en superposition et où il y a risque de chute d'étincelles.
- Entreposer les bouteilles loin de toutes sources de chaleur.
- Ne pas entreposer les bouteilles près des escaliers, sorties, couloirs et ascenseurs.
- Ne pas mettre l'acétylène en contact avec les métaux avec des métaux tels l'argent, le mercure, le cuivre et les alliages de laiton ayant plus de 65% de cuivre, afin d'éviter le risque d'une réaction explosive.
- Vérifier que l'équipement de soudage à l'arc électrique ait la tension requise et qu'il soit mis à la terre.
- S'assurer que les fils conducteurs de l'appareil de soudage électrique ne soient pas endommagés.
- Placer le matériel de soudage sur un terrain plat à l'abri des intempéries
- Éloigner ou protéger les matières combustibles qui peuvent se trouver à proximité du poste de soudage.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **24** sur **27**

- Interdiction de souder ou de couper tout récipient fermé.
- Prévoir des mesures de protection lorsque le soudage ou le coupage sont effectués à proximité de canalisations, de réservoirs ou d'autres récipients contenant des matières inflammables.
- N'effectuer aucun découpage, soudage ni aucun travail à flamme nue sur un récipient, un réservoir, un tuyau ou autre contenant pouvant contenir une substance inflammable ou explosive à moins que :
  - L'on ait prélevé des échantillons d'air indiquant que le travail peut être fait sans danger; ou que
  - L'on ait pris les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs.

### **Échafaudages**

#### **2.6.1 Assises :**

Les échafaudages doivent être installés sur des assises solides de façon à ne pouvoir ni glisser, ni basculer.

L'Entrepreneur qui désire installer un échafaudage sur une toiture, une avancée de toit, une marquise ou une mansarde doit soumettre à l'Ingénieur ses calculs et charges et obtenir son autorisation avant de débiter l'installation.

#### **2.6.2 Assemblage, contreventement et amarrage :**

Tous les échafaudages doivent être assemblés, contreventés et amarrés conformément aux instructions du fabricant et aux dispositions du Code de sécurité pour les travaux de construction.

Pour toute situation où il est nécessaire d'enlever certains éléments de l'échafaudage (ex. : croisillons), l'Entrepreneur doit soumettre une procédure d'assemblage signée et scellée par un ingénieur attestant que l'échafaudage ainsi assemblé permettra d'effectuer les travaux de façon sécuritaire, compte tenu des charges qui y seront appliquées.

Pour toute structure d'échafaudage dont la portée entre deux appuis est supérieure à 3m, l'Entrepreneur doit fournir un plan d'assemblage signé et scellé par un ingénieur.

#### **2.6.3 Protection contre les chutes durant l'assemblage :**

En tout temps, lors de l'assemblage, tous les travailleurs en hauteur doivent être protégés contre les chutes.

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **25** sur **27**

Avant le début des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre à l'Ingénieur une procédure précisant les moyens de protection utilisés et, le cas échéant, les points d'ancrage pour les câbles de secours ou les liens de retenue. Cette procédure doit être conforme aux dispositions des articles 3.9.4.5, 2.9.1 et 2.10.12 du Code de sécurité pour les travaux de construction (modifié le 2 août 2001)

### **2.6.4 Planchers :**

Les planchers des échafaudages doivent être conçus et installés conformément aux dispositions du Code de sécurité pour les travaux de construction.

Si des madriers sont utilisés, ils doivent être approuvés et estampillés, conformément aux dispositions de l'article 3.9.8 du Code de sécurité pour les travaux de construction (en vigueur le 1er janvier 2002).

Les planchers doivent couvrir toute la surface protégée par les garde-corps.

Nonobstant ce qui précède, les échafaudages de 4 sections et plus (ou 6m) de hauteur doivent avoir un plancher plein couvrant toute la surface des boulins à tous les 3m ou fraction de 3m. et les éléments de ces planchers ne doivent en aucun temps être déplacés pour créer des paliers intermédiaires.

### **Garde-corps :**

Un garde-corps doit être installé à tous les paliers de travail.

Les croisillons de contreventement ne doivent pas être considérés comme garde-corps.

Dans le cas des échafaudages de 4 sections (ou 6m) et plus de hauteur où des planchers pleins sont exigés, les garde-corps doivent être installés à chacun de ces paliers au début des travaux rester en place jusqu'à la fin des travaux.

### **Moyens d'accès :**

L'Entrepreneur doit s'assurer que les moyens d'accès à l'échafaudage ne compromettent pas la sécurité des travailleurs.

Lorsque les planchers de l'échafaudage sont constitués de madriers, des échelles doivent être installées pour que les madriers qui dépassent n'entravent pas la montée ou la descente.

Nonobstant les dispositions du Code de sécurité pour les travaux de construction, on doit installer des escaliers sur tous les échafaudages comportant 6 rangées et plus de montants et 6 sections et plus (ou 9m) de hauteur

### **Protection du public et des occupants :**

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **26** sur **27**

L'Entrepreneur doit délimiter et barricader son aire de travail de façon à en limiter l'accès aux travailleurs autorisés seulement.

L'Entrepreneur doit installer des passages couverts, des filets ou autres dispositifs du même genre pour protéger le public ou les occupants contre les chutes d'objets.

Utilisation de la voie publique :

Lorsqu'il est nécessaire d'empiéter sur la voie publique, l'Entrepreneur doit obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis par l'autorité compétente.

L'Entrepreneur doit installer à ses frais toute la signalisation, les barricades et les autres dispositifs requis pour assurer la sécurité du public et de ses propres installations. Les échelles doivent être installées pour que les madriers qui dépassent n'entravent pas la montée ou la descente.

Nonobstant les dispositions du Code de sécurité pour les travaux de construction, on doit installer des escaliers sur tous les échafaudages comportant 6 rangées et plus de montants et 6 sections et plus (ou 9m)

### **3. PRÉVENTION DES INFECTIONS NOSOCOMIALES**

L'entrepreneur devra fournir la main-d'œuvre, les matériaux, l'équipement et la surveillance nécessaires pour respecter les consignes concernant la prévention des infections nosocomiales lors des travaux de construction et/ou de rénovation et ce conformément aux documents de référence suivants;

Santé Canada, Infections nosocomiales chez les patients d'établissements de santé liés aux travaux de construction : atténuer le risque d'aspergillose, de légionellose et d'autres infections, Volume 27S2, juillet 2001.

Association Canadienne de normalisation ( ACNOR ), *Special requirements for Heating, Ventilation and Air conditioning ( HVAC ) systems in Health Care Facilities*, Document Z317.2-01.

*Lutte contre l'infection pendant les travaux de construction ou de rénovation dans les établissements de santé*, Document Z317.13-03 de l'Association canadienne de normalisation (ACNOR).

## **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection d'incendie

Page **27** sur **27**

Les mesures de prévention entreprises par l'entrepreneur devront l'être en tenant compte du classement que fourni la Matrice des travaux de construction et des groupes à risque du guide de Santé Canada.

Nonobstant ce qui précède, toute mesure que l'entrepreneur voudra appliquer afin de prévenir les infections nosocomiales devra être au préalable validée et autorisée par le service technique de l'hôpital Ste-Anne.

## ÉTENDUE DES TRAVAUX

Projet : Vérification et entretien des systèmes de protection incendie

Page 1 de 2

### 1. GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur fournira la main-d' œuvre, le matériel, l'outillage et l'équipement nécessaire à l'exécution des travaux d'entretien définis dans cette section, concernant tout l'équipement des systèmes décrits sous les différents modules incluant toutes leurs composantes et les vérifications tel que décrit dans les listes de vérifications et registres. On devra suivre la description des travaux et omettre les items non pertinents.
2. Le devis a pour but de maintenir les équipements dans un très bon état de fonctionnement. Ce devis doit être considéré comme une norme minimale d'après laquelle l'entrepreneur doit travailler et ne constitue en aucune façon la limite de ses responsabilités et obligations.
3. Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du fabricant et en conformité avec la version la plus récente du Code National du Bâtiment et du Code National de prévention des incendies du Canada (CNPI) et toutes autres normes applicables. (NFPA, ULC, CSA, etc.)
4. L'entrepreneur devra coordonner ses travaux avec ceux de l'entrepreneur responsable des vérifications et de l'entretien des systèmes de protection incendie (gicleurs, extincteurs pompes à feu etc.) de façon à ce que les éléments soient autant que possible entretenus en même temps selon les fréquences et exigences des normes et des fabricants.

### 2. RAPPORTS

1. À l'issue des vérifications et essais périodiques de chacun des modules, l'entrepreneur devra soumettre au responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne, dans un délais de 30 jours, un rapport complet en deux (2) copies **dactylographiées** insérées dans un cartable ainsi qu'une copie sous format CD des vérifications, inspections et essais incluant la liste de l'équipement attestant son bon fonctionnement .
2. La forme et l'information à être insérés dans chaque rapport devront s'inspirer, le cas échéant, des modèles fournis à titre informatif par chacune des normes régissant le module en



## ÉTENDUE DES TRAVAUX

question et devront être présentés, avant l'exécution du contrat, pour acceptation par le responsable technique. Le responsable technique se réserve le droit de modifier ces rapports ou d'exiger d'autres rapports dactylographiés supplémentaires.

3. Chaque rapport devra être vérifié et contresigné par le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne ou une autre personne désignée par ce dernier.

## **RÉSEAU AVERTISSEUR D'INCENDIE (RAI)**

## **1. GÉNÉRALITÉS**

1. Les travaux d'entretien du système doivent s'effectuer à chaque année du contrat aux intervalles décrits ci-après.
2. Tous les essais et vérifications sur le système d'alarme incendie doivent être conformes au Code National de Prévention des Incendies (CNPI) et à la norme CSA/ULC-S536, dernières éditions.
3. Les fiches d'inspection et essais périodiques devront, quant à leurs contenus et leurs apparences, être semblable à ceux suggérés dans la norme CSA/ULC-S536.
4. L'entrepreneur devra, au cours des essais, effectuer de façon permanente la surveillance visuelle du réseau avertisseur d'incendie. Si une réelle détection d'incendie devait être rapportée au panneau, l'entrepreneur aura l'obligation d'avertir les responsables de la sécurité de l'immeuble et/ou d'alerter le service des incendies.
5. L'entrepreneur ne doit effectuer aucun déclenchement des cloches. De plus, toute procédure d'entretien, d'essai ou de vérification pouvant entraîner le déclenchement accidentel des cloches dans l'Hôpital Ste-Anne sont interdites sans une autorisation écrite du responsable technique.
6. Les listes de vérification ci-dessous ont été construites, en partie, à l'aide des exigences relatives aux inspections, essais et vérifications contenus dans la norme CSA / ULC-S536-04 provenant des Laboratoires des Assureurs du Canada. S'il y a discordance entre les listes ci-dessous et la norme, les exigences de cette dernière prévaudront.
7. Aucun dessin n'est annexé au présent devis.

8. Réviser toutes les anomalies avec le responsable technique du système notées et discuter des changements qui peuvent être apportés.
9. Vérifier et corriger si nécessaire la liste des équipements (inventaire) avec leurs numéros de modèle et de série.
10. Vérifier l'étiquetage sur l'équipement identifié ; si non présent, effectuer l'étiquetage des pièces d'inventaire du réseau d'alarme.
11. Faire rapport de toutes anomalies détectées et non rectifiées.
12. Après chaque vérification, s'assurer que les réseaux sont remis en fonction et que les zones au bâtiment sont bien protégées.

---

## **2. PLANIFICATION**

---

1. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur, pour chaque entretien, d'aviser le responsable technique de l'Hôpital Ste-Anne, suivant les modalités prévues à l'avance, que les systèmes de protection incendie doivent faire l'objet d'inspections, d'essais, de vérifications de réparation ou d'autres travaux (réf. : CNPI 6.1.1.3.1 et NFPA 25 art. 11-5)

---

## **3. REGISTRE D'INSPECTIONS**

---

1. L'entrepreneur devra établir un registre de tous les essais effectués sur le système avertisseur d'incendie dans lequel il y incorporera les fiches d'inspection et d'essais périodiques requis par la norme CSA/ULC-S536 pour les conserver à des fins de consultation par l'autorité compétente pendant le temps requis entre deux inspections, opération d'entretien ou essais, mais pas moins de deux ans.

2. La date à laquelle l'inspection a été effectuée ainsi que les initiales de la personne ayant fait l'inspection doivent être inscrites mensuellement dans le registre.

#### **4. INSPECTIONS QUOTIDIENNES**

1. Vérifier l'état de l'indicateur de défectuosité principal et des indicateurs de défectuosité à distance.
2. Vérifier l'état de l'indicateur principal de mise sous tension ou de tout indicateur équivalent.
3. Les inspections quotidiennes seront faites **par le personnel de l'Hôpital Ste-Anne** elles ne font donc pas parties du contrat de l'entrepreneur.

#### **5. INSPECTIONS MENSUELLES**

Pendant que le réseau avertisseur d'incendie est raccordé à l'alimentation de secours, l'entrepreneur devra l'inspecter et le mettre à l'essai et vérifier les caractéristiques ci-après afin de s'assurer que le système est en état de fonctionner.

1. Actionner, selon un ordre de rotation, un dispositif de déclenchement ou un avertisseur manuel pour vérifier;
2. Le fonctionnement confirmé d'un signal d'alerte et d'un signal d'alarme dans au moins une zone, ou selon les exigences du plan de sécurité incendie du bâtiment;
3. L'annonceur principal afin de s'assurer que les dispositifs mis à l'essai ont été correctement annoncés;
4. Vérifier le fonctionnement des signaux de défectuosité communs sonores et visuels;

5. Inspecter les batteries de l'alimentation de secours;
6. Nettoyer et lubrifier les bornes;
7. Vérifier que les pinces des bornes sont bien assujetties;
8. Vérifier le niveau et la densité de l'électrolyte conformément aux spécifications du fabricant;
9. Si requis, mettre à l'essai le téléphone d'urgence afin de s'assurer de la communication bidirectionnelle et de l'indication appropriée au poste de contrôle ou au répondeur;
10. Si requis, vérifier le fonctionnement de la recherche phonique de personnes dans une zone donnée;
11. Les inspections mensuelles seront faites **par le personnel de l'Hôpital Ste-Anne** ils ne font donc pas parties du contrat de l'entrepreneur.

## **6. INSPECTIONS ANNUELLES**

Pendant que le réseau avertisseur d'incendie est raccordé à l'alimentation de secours, l'entrepreneur devra l'inspecter et le mettre à l'essai et vérifier les caractéristiques ci-après afin de s'assurer que le système est en état de fonctionner. Dans le cas de discordance entre la liste ci-dessous et la norme, les exigences de cette dernière prévaudront.

1. Un avertisseur manuel d'incendie, choisi suivant un programme de rotation, doit être actionné pour vérifier le fonctionnement du réseau, y compris les signaux d'alerte et d'alarme, selon le plan de sécurité incendie du bâtiment. L'entrepreneur devra soumettre par écrit au responsable technique le plan du programme d'inspection par rotation qu'il propose pour approbation.

2. Vérifier l'annonceur de zone de façon à s'assurer que les dispositifs à l'essai fournissent les indications appropriées.
3. Confirmer le fonctionnement du signal commun de dérangement sonore et visuel.
4. Tableau de commande;
  - a. Inspecter visuellement et physiquement le câblage, les raccords, les composants enfichables, lampes et autres pièces composantes afin de s'assurer que leur montage et raccordement mécanique et électrique sont opérationnels.
  - b. Nettoyer à sec toutes les composantes du panneau.
  - c. Vérifier les accumulateurs de secours pour bien s'assurer que:
    - i. les bornes sont propres et lubrifiées
    - ii. les cosses de serrage sont bien ajustées
  - d. Vérifier l'opération et la brillance des lampes, remplacer les lampes défectueuses.
  - e. Vérifier l'identification adéquate des zones par une légende claire et lisible.
  - f. Actionner les différents contrôles afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
  - g. Simuler dans le panneau une mise à la terre, un court-circuit et un circuit ouvert sur chaque zone de détection et de signalisation afin de s'assurer d'une supervision adéquate des circuits internes et externes.

h. S'assurer que les circuits d'alimentation sont appropriés, bien identifiés et qu'ils rencontrent la demande du système; s'assurer qu'ils sont munis de fusibles ou de disjoncteurs adéquats et qu'ils sont non vulnérables au débranchement accidentel ou autre forme d'interruption.

i. Vérification des accumulateurs et essai des cloches annuellement:

i. S'assurer que les batteries ne sont pas endommagées, que le système de recharge opère normalement et protège les batteries contre la surcharge. L'essai des batteries doit consister à faire fonctionner le réseau avec les batteries de secours pendant un minimum de 24 heures en mode de surveillance, suivi d'un essai démontrant qu'elles fournissent le courant de pleine charge nécessaire.

ii. L'entrepreneur suite à cet essai, avant de remettre l'alimentation normale, devra consigner au rapport dactylographié, la tension aux bornes des batteries ainsi que de l'audibilité et l'intelligibilité des signaux et des messages phoniques.

Aussitôt que l'entrepreneur doit mettre le module des cloches hors circuit (OFF), pour toutes vérifications que ce soit, il devra obligatoirement suivre les directives de l'article 1.4 du présent module.

j. Vérifier la transmission des signaux d'alarme au service d'incendie ou au poste de surveillance désigné (si applicable).



- k. S'assurer de la bonne mise à la terre de l'équipement et du coulage à la masse.
- l. Vérifier les circuits d'indication de fonction vitale et de perte d'alimentation principale.
- m. Vérifier la fonction anti-vandale si celle-ci est utilisée et son identification versus le système établi.
- n. Effectuer la vérification de tous les essais entrés/sorties et de leur identification versus le système établi.
- o. Effectuer la liste complète des équipements utilisés ainsi que les numéros de modèles et de séries de tous les équipements utilisés sur les lieux.
- p. S'assurer de la bonne tension d'opération de l'équipement et du bon calibre des fusibles utilisés.
- q. Vérifier le niveau de tension d'alimentation des équipements.
- r. Soumettre un rapport dactylographié complet des tensions et du courant obtenu.
- s. Vérifier le circuit de protection de surcharge des accumulateurs.
- t. S'assurer que les piles utilisées sont de type gel ou acide, de même tension, et de même capacité.
- u. Soumettre un rapport dactylographié de toutes les anomalies rencontrées

5. Tableau annonciateur

- a. Vérifier l'opération et la brillance des lampes. Remplacer les lampes défectueuses.
- b. Vérifier l'identification adéquate des zones par une légende claire et lisible.
- c. Faire fonctionner les différents contrôles afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
- d. Actionner chaque circuit de déclenchement et s'assurer que l'indicateur s'allume et désigne la zone correspondante.
- e. Effectuer un essai sur le circuit d'alimentation d'urgence pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements.
- f. S'assurer qu'une station manuelle allume l'indicateur et désigne la zone correspondante.
- g. Effectuer une vérification de fonctionnement du signal commun de dérangement sonore et visuel.
- h. Vérifier les batteries de secours pour s'assurer que:
  - i. Les bornes sont propres et lubrifiées,
  - ii. Les cosses de serrage sont bien ajustées.

6. Stations manuelles

- a. Un avertisseur d'incendie, choisi suivant un programme de rotation, devra être essayé pour vérifier le fonctionnement du réseau incluant les signaux d'alerte et d'alarme.
- b. Un avertisseur manuel d'incendie qui comprend une vitre à briser ou une pièce similaire remplaçable, doit être mis à l'essai avec la vitre ou la pièce en place.
- c. Enlever la poussière à l'extérieur et à l'intérieur des boîtiers.

7. Détecteurs de chaleur

- a. Tous les détecteurs doivent être inspectés et mis à l'essai pour voir s'ils fonctionnent comme prévu selon les normes du fabricant.
- b. L'entrepreneur devra consigner au rapport dactylographié les détecteurs qui sont peints ou endommagés et en recommander le remplacement si requis.
- c. Vérifier et mettre à l'essai tous les détecteurs de chaleur "ré-enclenchable" en déclenchant le détecteur par l'application d'une source de chaleur sans flamme nue.
- d. Vérifier et mettre à l'essai tous les détecteurs de chaleur non "ré-enclenchable" en vérifiant la continuité du circuit de déclenchement des détecteurs par mise en dérivation d'une résistance de valeur égale à celle du détecteur en fonctionnement.

8. Détecteurs de fumée

- a. Nettoyer à sec la base, l'anneau de verrouillage, la lumière indicatrice et le grillage.
- b. Démonter le détecteur et nettoyer le poteau de sensibilité et la pièce radioactive suivant la méthode recommandée par le fabricant (l'eau n'est pas acceptable).
- c. Effectuer une lecture de sensibilité et ajuster la tête ionisante pour une efficacité appropriée au lieu où le détecteur est installé. Incrire la valeur au dossier.
- d. Vérifier et remplacer la lumière d'alarme sur la base.

9. Détecteurs de gaine

- a. Nettoyer à sec la base, l'anneau de verrouillage, la lumière indicatrice et le grillage.

- b. Nettoyer tous les tubes d'échantillonnage de fumée.
  - c. Démonter le détecteur et nettoyer le poteau de sensibilité et la pièce radioactive suivant la méthode recommandée par le fabricant (l'eau n'est pas acceptable).
  - d. Effectuer une lecture de sensibilité et ajuster la tête ionisante pour une efficacité appropriée. Inscrire la valeur au dossier.
  - e. Vérifier et remplacer la lumière d'alarme sur la base.
10. Autres types de détecteurs automatiques
- a. Procéder à la vérification et au calibrage s'il y a lieu suivant les recommandations du manufacturier.  
Mettre à l'essai les détecteurs selon la norme CAN / ULC-S536.

11. Signaux d'alarme

**Audibles**

- a. Vérifier l'opération de tous les klaxons ou cloches en opérant le préavis d'abord et l'alarme générale ensuite.
- b. S'assurer que l'installation et le montage n'entravent pas sa performance.

**Visuels**

- a. Vérifier l'opération de tous les signaux visuels et remplacer les lampes si requis. S'assurer qu'aucune matière n'obstrue le signal.
12. Équipement auxiliaires
- a. Déclencher une alarme en simulant une opération mécanique au point de raccordement d'un équipement auxiliaire, tel que commutateur de débit, vanne surveillée par courant de garde des systèmes

de protection contre les incendies ou tout autre signal provenant d'un autre équipement auxiliaire.

13. Fonctions auxiliaires

- a. Vérifier toutes les fonctions auxiliaires du système, tel que l'arrêt des système de ventilation, la fermeture automatique des portes et volets coupe-feu ou coupe fumée, la mise en marche des systèmes de contrôle de fumée, de pressurisation d'escaliers, de rappel des ascenseurs etc.
- b. S'assurer qu'aucune faute d'une fonction auxiliaire n'entrave le fonctionnement normal du système d'alarme incendie.

14. Serrures électriques

- a. Actionner le relais auxiliaire de commande pour l'ouverture des portes avec serrure électrique (sécurité) afin de s'assurer que toutes les portes peuvent être déverrouillées.
- b. Vérifier que chaque porte avec serrure électrique est bien déverrouillée.
- c. Vérifier et s'assurer que chaque porte avec serrure électrique est bien déverrouillée pendant et après la sonnerie des cloches d'alarme incendie.
- d. Lors de ces essais, ouvrir la porte du côté externe de la serrure électrique pour ne pas être détecté par aucun dispositif d'ouverture mécanique ni détecteur de mouvement. L'entrepreneur devra vérifier que la serrure électrique est toujours désactivée après l'arrêt des cloches.
- e. S'assurer que la serrure électrique de chacune des portes est remise en service.
- f. L'entrepreneur devra signifier par écrit au responsable technique de l'édifice toute anomalie qui ne rencontre pas les dispositions du Code National du Bâtiment tel que décrit aux sous articles 16.1, 16.2, 16.3, 16.4 de la présente section.

## 7. LISTE D'ÉQUIPEMENT

### PAVILLON EDITH TEMPLE ET TOUR

QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b><u>Panneaux de détection</u></b>		
2	MXLV-R	Panneaux d'alarme incendie et de communication phonique (à distance)
26	RCC-1	Annonciateurs alphanumériques à distance
7	EA-31/32	Interfaces de zones TRI-60 pour panneaux d'alarme dans les bâtiments extérieurs
5	MMB-3	Panneaux d'alarme incendie

### **Équipements auxiliaires**

1	-----	Imprimante à 60 colonnes
3	ETX650LV	UPS grade 9, 650 va / 455 w
4	UPS9125	UPS grade 9, 2000 va
7	MLE-KIT	Ensembles boîtier et porte MLE-6
21	MDG-1	Insertoirs de ventilation de portes

### **Avertisseur manuel d'incendie**

65	MSI-30BC	Postes manuels
60	MSI-2	Stations manuelles 2 étapes adressables
2	MSI-51BD	Postes manuels non adressable (bâtiment extérieur)
1	MS-53C	Poste manuel

### PAVILLON EDITH TEMPLE ET TOUR

QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b><u>Équipements auxiliaires ( suite )</u></b>		

1	4521-20	Poste manuel
1	MS-53	Poste manuel
<b><u>Détecteurs de chaleur non-réarmable</u></b>		
2	CDT-135FMP	Détecteurs thermiques non-réarmables
1	CDT-135MP	Détecteur thermique non-réarmable à l'épreuve de la moisissure
4	CF-135MP	Détecteurs thermiques non-réarmables à l'épreuve de la moisissure
1	CDT-135EXP	Détecteur thermique non-réarmable à l'épreuve de la moisissure
<b><u>Détecteurs de chaleur réarmable</u></b>		
19	ID-60T	Détecteurs thermiques adressables
<b><u>Détecteurs de fumée</u></b>		
180	ID-60P	Détecteurs de fumée (pyrotronique) adressables
38	ILP-1	Détecteurs de fumée (photoélectrique) adressables
14	FP-11	Détecteurs de fumée (à ionisation) adressables
65	FP-11C	Détecteurs de fumée (à ionisation) adressables
578	ILP-1C	Détecteurs de fumée (photoélectrique) adressables
<b><u>Détecteurs de fumée de gaine</u></b>		
16	ID-601B	Détecteurs pour ADX-31
15	FP-11G	Détecteurs de fumée de gaine adressables
<b><u>PAVILLON EDITH TEMPLE ET TOUR</u></b>		
QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b><u>Interrupteur de débit des gicleurs</u></b>		
53	DÉBIT	

<b><u>Dispositif de surveillance des gicleurs</u></b>		
66	VANNE	
<b><u>Interrupteur de pression des gicleurs</u></b>		
1	PRESSION	
<b><u>Cloche</u></b>		
1	SFM24-10A	Cloche pour endroit restreint
<b><u>Klaxon / sirène / carillon</u></b>		
1	HORN	
<b><u>Appareil de signalisation visuelle</u></b>		
6	SV-51R	
5	STROBE	Strobe
6	300E	Strobe
<b><u>Module d'isolation en cas de défaut</u></b>		
2	LIM-1	
<b><u>Dispositifs auxiliaires</u></b>		
326	RELAIS	
14	TRI-60	Interfaces à une (1) zone de contact
67	TRI-60D	Interfaces à deux (2) zones de contact
148	TRI-60R	Interfaces à une (1) zone de contact et à un (1) relais d'alarme adressable
8	TRI-SC	Interfaces
5	TRI-S	Interfaces
6	TRI-R	Interfaces
74	TRI-RC	Interfaces
10	TRI-DC	Interfaces



119	FDL	
88	VSM	
2	ICP-25	Interfaces
2	TRI-D	Interfaces
3	RPR-1	Interfaces
69	CONTACT	
<b><u>Téléphones d'urgence</u></b>		
119	FT-301 U	Téléphones d'urgence
<b><u>Haut-parleurs</u></b>		
43	CVT-157	Haut-parleurs / Klaxon
10	ET-1010	Haut-parleurs
594	AS-4071	Haut-parleurs 4" avec boîtier encastré VE-15
142	AS-4115	Haut-parleurs 4" avec boîtier surface VSE-45W

<b><u>Pavillon du souvenir</u></b>		
QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b><u>Avertisseur manuel d'incendie</u></b>		
26	MSI-30BC	Postes manuels
2	MS-53	Postes manuels
<b><u>Détecteur de fumée</u></b>		
279	FP-11C	Détecteurs de fumée (à ionisation) adressables
<b><u>Détecteur de fumée de gaine</u></b>		
8	FP-11G	Détecteurs de fumée de gaine adressables

<b><u>Interrupteur de débit des gicleurs</u></b>		
3	DÉBIT	
<b><u>Dispositif de surveillance des gicleurs</u></b>		
5	Vannes	
<b><u>Interrupteur de pression des gicleurs</u></b>		
1	PRESSION	
<b><u>Appareil de signalisation visuelle</u></b>		
6	200E	Strobes
<b><u>Haut-parleurs</u></b>		
96	AS-4071	Haut-parleurs 4" avec boîtier encastré VE-15
<b><u>Module d'isolation en cas de défaut</u></b>		
1	LIM-1	
<b><u>Téléphone d'urgence</u></b>		
1	FT-301	Téléphone d'urgence
<b><u>Dispositifs auxiliaires</u></b>		
47	RELAIS	
3	TRI-60D	interfaces
48	CONTACT	
1	TRI-SC	interface
6	FDL	
27	TRI-RC	interfaces
2	TRI-60	interfaces
1	TRI-S	interface
6	TRI-DC	interfaces

#9 Ch. thermique & buanderie		
QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b>Avertisseur manuel d'incendie</b>		
11	4251-20	Avertisseurs manuels
1	MS-51	Avertisseur manuel
<b>Détecteur de chaleur non-réarmable</b>		
51	CF-200	Détecteurs de chaleur à 2 circuits
<b>Détecteur de chaleur réarmable</b>		
30	CR-135	Détecteurs de chaleur anti-moisissure
1	6263	Détecteur de chaleur
1	CDT-200R	Détecteur à taux de compensation et température fixe

<b><u>Détecteur de fumée</u></b>		
3	FUMÉE	
<b><u>Détecteur de fumée de gaine</u></b>		
3	4262-4	Détecteurs de fumée à ionisation
1	CA-4	Détecteur de fumée à ionisation
<b><u>Cloche</u></b>		
13	4090-6AWG	Cloches d'incendie
<b><u>Klaxon / Sirène / Carillon</u></b>		
1	4050	Sirène
<b><u>Dispositifs auxiliaires</u></b>		
13	RELAIS	
2	CONTACT	
<b><u>Magasin</u></b>		
QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b><u>Avertisseur manuel d'incendie</u></b>		
8	4251-20	Avertisseurs manuels
<b><u>Détecteur de chaleur non-réarmable</u></b>		
2	CF-200	Détecteurs de chaleur à 2 circuits
<b><u>Détecteur de chaleur réarmable</u></b>		
40	CR-135	Détecteurs de chaleur anti-moisissure
<b><u>Détecteur de fumée</u></b>		
4	DI-1A	Détecteurs de fumée à ionisation

<b><u>Cloche</u></b>		
6	4090-6AWG	Cloches d'incendie
<b><u>Dispositif auxiliaire</u></b>		
9	RELAIS	
<b><u>Maison Édith Temple</u></b>		
QUANTITÉ	MODÈLE	DESCRIPTION
<b><u>Avertisseur manuel d'incendie</u></b>		
7	N-MPS-SC	Avertisseurs d'incendie adressables
<b><u>Détecteur de chaleur réarmable</u></b>		
3	CR-135	Détecteurs de chaleur à 2 circuits
<b><u>Détecteur de fumée autonome</u></b>		
10	1400-A	Détecteurs de fumée à ionisation
3	C2WB-A	Détecteurs de fumée à photo-électrique
<b><u>Klaxon - Strobe</u></b>		
4	MHWZ-A	Klaxons pour espace restreint
8	SWA-B	Klaxons
6	P4RA-B	Klaxons avec lumière intégré
<b><u>Dispositif auxiliaire</u></b>		
9	FDL	

<b><u>Garderie</u></b>		
<b><u>QUANTITÉ</u></b>	<b><u>MODÈLE</u></b>	<b><u>DESCRIPTION</u></b>
<b><u>Avertisseur manuel d'incendie</u></b>		

<u>6</u>	<u>270SPOF</u>	<u>Postes manuels</u>
<u>1</u>	<u>4251-20</u>	<u>Poste manuel</u>
<b><u>Détecteur de fumée</u></b>		
<u>4</u>	<u>245A</u>	<u>Détecteurs d'incendie thermiques</u>
<u>1</u>	<u>CDT-135</u>	<u>Détecteur d'incendie thermique</u>
<u>1</u>	<u>PE-11C</u>	<u>Détecteur d'incendie photo-électrique</u>
<u>1</u>	<u>DI-3C</u>	<u>Détecteur d'incendie photo-électrique</u>
<b><u>Détecteur de fumée de gaine</u></b>		
<u>11</u>	<u>6249C</u>	<u>Détecteurs de fumée à ionisation</u>
<b><u>Cloche</u></b>		
<u>3</u>	<u>4390-6AWG</u>	<u>Cloches</u>
<b><u>Dispositif auxiliaire</u></b>		
<u>1</u>	<u>RELAIS</u>	